



Groupe Tavini Huiraatira (GTH)

Assemblée de la Polynésie française

Question Orale
27/05/2025



Adressée à M. le Président de la Polynésie française, en charge du Tourisme, des Transports aériens internationaux, de l'Égalité des territoires, des Affaires internationales, de l'Économie numérique et des Conséquences des essais nucléaires.

N°02/TKR/2025
Taraho'i, le 22 mai 2025

Objet : la souveraineté et la décolonisation ne sont pas tabous : ouvrons le débat

Monsieur le Président,

Récemment, ma collègue Tepuaraurii Teriitahi a prononcé une allocution devant le comité des 24 des Nations unies, au Timor-Leste, présentant notre situation comme stable, florissante, culturellement épanouie. Mais ce tableau est incomplet, parfois même trompeur.

Nos langues polynésiennes sont en danger, classées comme menacées par l'UNESCO. Leur usage s'érode dans les foyers, les écoles, les institutions. Ce n'est pas un signe de vitalité, mais de déperdition. Préserver nos langues, c'est préserver notre identité. Et cela demande des actes forts, pas seulement des déclarations symboliques.

Ma collègue a également parlé d'un bon niveau de vie. Pourtant, la pauvreté, la vie chère, le mal-logement, l'exode de nos jeunes : ce sont les réalités que vivent chaque jour des milliers de Mā'ohi. La majorité ne vit pas dans le confort, mais dans une forme d'insécurité sociale chronique.

Et l'indépendance ? Madame Teriitahi affirme qu'elle serait rejetée. Mais jamais un référendum n'a été organisé sur ce sujet. Ce que dit le droit international est clair : sans consultation du peuple, on ne peut présumer de son choix. Le droit à l'autodétermination ne peut être contourné par des raccourcis politiques.

Enfin, je regrette profondément le ton clivant de son allocution en question. Opposer les Mā'ohi entre eux, discréditer les voix souverainistes en les réduisant à une minorité, et suggérer que l'indépendance mènerait à un « *cauchemar* », c'est nier l'intelligence, la dignité et les aspirations de notre peuple. Pour beaucoup, le cauchemar est déjà là : il se vit au quotidien, dans le silence des inégalités, de l'oubli et du mépris.

La Charte des Nations unies, la résolution 1514, la Déclaration des droits des peuples autochtones : tous ces textes réaffirment que les peuples non autonomes doivent pouvoir décider librement de leur avenir, et que leur culture, leur langue, leur gouvernance doivent être respectées.

Monsieur le Président, vous le savez : la souveraineté n'est pas une rupture brutale, elle peut être une construction, progressive, concertée, respectueuse. C'est dans cet esprit que le projet de constitution a été déposé par le Tavini Huira'atira dans le cadre des travaux de la commission spéciale sur la décolonisation. Tous les groupes politiques de l'Assemblée ont été invités à proposer leur propre

vision. Refuser ce débat démocratique en choisissant la politique de la chaise vide, puis dénoncer une supposée illégitimité, c'est refuser d'assumer ses responsabilités politiques.

Nous ne réclamons pas l'indépendance par hostilité. Nous la défendons par devoir. Le devoir de faire vivre notre culture, de maîtriser notre destin, et de bâtir une société plus juste.

Dans ce contexte, face aux attentes grandissantes, face aux inquiétudes sociales, face au désir de reconnaissance de notre peuple, ma question est simple :

En tant que Président de ce pays, avez-vous engagé, ou comptez-vous engager, un dialogue constructif avec le Président de la République française afin d'ouvrir, en toute transparence, des discussions sur l'avenir institutionnel de la Polynésie française, et sur les modalités d'un véritable processus de décolonisation ?

Car c'est bien cela, la décolonisation : non pas un danger, mais un acte de justice, une opportunité, un levier, un chemin, et une étape nécessaire pour préparer sérieusement, collectivement, et sereinement « *le rêve d'un destin souverain* » partagé.

Māururu maita'i.

A circular official stamp of the French Polynesia Assembly (Assemblée de la Polynésie Française) is visible. The stamp contains the text "ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE" around the top edge and "Assemblée de la Polynésie Française" around the bottom edge. In the center, the word "Représentante" is written. A handwritten signature in blue ink is written over the stamp.

Teremuura KOHUMOËTINI-RURUA